Gênes et le bon gouvernement de l'information (1665-1670)

Johann Petitjean

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6807>

DOI : 10.4000/cdlm.6807

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2012

Pagination : 215-232

ISBN : 9782914561594

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Johann Petitjean, « Gênes et le bon gouvernement de l'information (1665-1670) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 85 | 2012, mis en ligne le 14 juin 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6807> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6807>

Gênes et le bon gouvernement de l'information (1665-1670)

Johann PETITJEAN

L'histoire de l'information est un édifice en construction dont les fondations ne sont pas toutes solides. Les recherches empiriques, historiographiques et théoriques que j'ai eu l'occasion de consacrer à la circulation des nouvelles et à la diffusion de l'information en Méditerranée à l'époque moderne ont fait apparaître un certain nombre d'écueils récurrents¹. Principalement : l'assimilation de l'information aux informations, sa réduction à la nouvelle, aux correspondances et/ou aux seuls médias publics, la confusion entre informer et communiquer d'une part et entre l'information et la connaissance de l'autre². Conséquences directes d'erreurs qui relèvent autant de la définition du concept lui-même, que de l'identification des pratiques ou de la délimitation des corpus, ces écueils peuvent toutefois être surmontés à condition de privilégier une vision processuelle de la communication de l'information, et de considérer cette dernière comme une proportion³, comme le produit situé d'un rapport dynamique entre le médium, le message, le milieu, la médiation et ses différents agents.

Dans le même ordre d'idée, les lettres marchandes, les réseaux négociants, les commerçants et leurs correspondants ne font pas toute l'information moderne. Nombreuses sont les études de cas à avoir effectivement insisté sur le rôle essentiel, et parfois matriciel, des agents et des finalités économiques⁴, au prix, souvent, d'une relative sous-estimation de l'impact des structures, du savoir-faire, des

---

1. Johann Petitjean, *L'intelligence des choses. Une histoire de l'information entre Italie et Méditerranée (XVI^e - XVII^e siècle)*, Rome, Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, à paraître 2013.

2. Pour plus de précisions sur ce point essentiel, se reporter à Pierre Jeannin, « La diffusion de l'information », dans Simonetta Cavaciocchi (dir.), *Fiere e Mercati nella integrazione delle economie europee secc. XIII-XVIII. Istituto internazionale di storia economica F. Datini, Atti della trentaduesima settimana di studi (8-12 maggio 2000)*, Florence, Le Monnier, 2001, p. 231-262.

3. Voir Claude E. Shannon, « A mathematical theory of communication », *Bell System Technical Journal*, vol. 27, n° 3-4, 1948, p. 379-423, 623-656.

4. Notamment Mario Infelise, « From merchants' letters to handwritten political *avvisi*: notes on the origins of public information », dans Francisco Bethencourt et Florike Egmond (dir.), *Correspondence and Cultural Exchange in Europe, 1400-1700*, Cambridge, Cambridge University Press (*Cultural Exchange in Early Modern Europe*, éd. Robert Muchembled, vol. 3), 2007, p. 33-52 ; ainsi que Francesca Trivellato, « Merchants' letters across geographical and social boundaries », *ibid.*, p. 80-103.

besoins et des instruments étatiques sur la mise en place au cours du xvi^e siècle de protocoles inédits de collecte, de transmission et de traitement des nouvelles, puis sur leur diffusion à l'intérieur comme sur les marges des cercles dirigeants⁵. Si la politique du gouvernement de la Sérénissime république de Venise en la matière a été, et est toujours, très étudiée⁶, rien de comparable, en revanche, à Gênes.

Des premières enquêtes de la fin du xix^e siècle aux travaux les plus récents, dont les volumes de *Genova Porta del Mediterraneo* coordonnés en 2005 par Luciano Gallinari constituent le dernier exemple en date, les structures portuaires, l'architecture consulaire et le commerce génois en Méditerranée ont fait, par ailleurs, l'objet de nombreuses études⁷. Néanmoins, le second xvii^e siècle ne semble pas avoir tout à fait eu la même fortune historiographique que les périodes antérieures⁸, et les questions relatives au rapport du gouvernement à l'information méditerranéenne n'ont jamais été soulevées par les historiens. Je n'ai pas pour objectif de produire ici une synthèse de l'histoire maritime de Gênes à l'époque moderne, exercice au demeurant périlleux⁹, ni d'embrasser tous les aspects, censure comprise, de sa politique en matière d'information. Le but de cet article consiste plutôt à examiner l'architecture institutionnelle de la république ligure au prisme des mécanismes propres à la circulation intra-gouvernementale des nouvelles adressées par ses consuls, dans le contexte précis du retour officiel des Génois au Levant. Le commentaire d'un rapport-cadre produit par la Junte de la Marine en 1666 me servira de point de départ. Je changerai ensuite d'échelle d'analyse et comparerai le rôle respectif des consuls de Livourne et de Smyrne dans la communication au gouvernement des nouvelles méditerranéennes, ce qui

5. John McCusker, «European Bills of Entry and Marine Lists. Early commercial publications and the origins of the Business Press», *Harvard Library Bulletin*, vol. 31, n° 3-4, 1984, p. 209-255, 316-339; *id.*, «The Demise of Distance. The Business Press and the origins of the Information Revolution in the Early Modern Atlantic World», *American Historical Review*, vol. 110, n° 2, 2005, p. 294-321 (accessible en ligne URL : <http://www.historycooperative.org/journals/ahr/110.2/mccusker.html>); John McCusker et Cora Gravestijn, *The Beginnings of Commercial and Financial Journalism. The Commodity Price Currents, Exchange rate Currents, and Money Currents of Modern Europe*, Amsterdam, NEHA, 1991.
6. Voir Filippo De Vivo, *Information and Communication in Venice. Rethinking Modern Politics*, New York - Oxford, Oxford University Press, 2007.
7. Luciano Gallinari (dir.), *Genova. Una «porta» del Mediterraneo*, Gênes, Brigati, 2 vol., 2005.
8. Il serait vain de vouloir recenser ici toutes les études consacrées à l'histoire maritime de Gênes et des Génois au Moyen Âge, centrées, pour la plupart, sur le Bas Moyen Âge. Notons néanmoins : Michel Balard, *La Romanie génoise (xii^e - début du xv^e siècle)*, Paris-Rome, École française de Rome, 2 vol., 1978; Enrico Basso, *Genova : un impero sul mare*, Cagliari, Consiglio nazionale delle ricerche-Istituto sui rapporti italo-iberici, 1994; ainsi que les contributions, souvent programmatiques, réunies dans Raffaele Belvederi (dir.), *Genova, La Liguria e l'Oltremare tra Medioevo ed età moderna. Studi e ricerche d'archivio II*, Gênes, Fratelli Bozzi, 1976. Pour la période moderne, on retiendra Claudio Costantini, «Aspetti della politica navale genovese nel Seicento», *Miscellanea storica ligure*, vol. 1, n° 1, 1970, p. 207-235; et Carlo Bitossi, «Il Genio ligure risvegliato. La potenza navale nel discorso politico genovese del Seicento», dans Francesca Cantù (dir.), *I linguaggi del potere nell'età barocca*, vol. 1, *Politica e religione*, Rome, Viella, 2009, p. 81-112.
9. Voir sur ce point la recension critique du livre de Thomas A. Kirk, *Genoa and the Sea. Policy and Power in an Early Modern Maritime Republic, 1559-1684*, Baltimore-Londres, The Johns Hopkins University Press, 2005 par Arturo Pacini, «Genova e il mare. Pacini legge Kirk», *Storica*, n° 35-36, 2006, p. 229-241.

me permettra notamment de déterminer la nature de l'information véhiculée par les canaux consulaires, ainsi que d'en étudier la progressive institutionnalisation.

Administration des nouvelles et politique de l'information

Les juntes marquent un tournant technique dans l'histoire de l'administration génoise¹⁰. Bien que leurs prérogatives générales fassent écho aux attributions d'institutions plus anciennes, la création et les missions de ces différentes commissions indiquent qu'un changement a été opéré au niveau de la répartition concrète et fonctionnelle des tâches, ainsi qu'à celui, du reste tout aussi fécond, de leur représentation.

Commissions maritimes

Gouverneurs et procureurs, qui n'avaient à l'origine qu'un pouvoir consultatif, se partagent la gestion des affaires¹¹. Ils délibèrent au sujet de domaines variés,

10. Giovanni Assereto, « Dall'amministrazione patrizia all'amministrazione moderna: Genova », dans *L'amministrazione nella storia moderna*, vol. 1, Milano, Giuffrè, 1985, p. 95-159. En Europe, le contexte semble être alors à la modernisation et à la technicisation des appareils d'État. Le cas génois montre que la dynamique ne se limite pas uniquement aux grandes monarchies continentales. Voir Jean-Philippe Genet, « La genèse de l'État moderne. Les enjeux d'un programme de recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 118, n° 1, 1997, p. 3-18 ; *id.*, *La genèse de l'État moderne. Culture et société politique en Angleterre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003. Pour un aperçu de l'histoire du concept d'administration, qui aurait investi le langage politico-juridique seulement au XVIII^e siècle pour désigner « un élément du pouvoir exécutif », voir Igor Moullier, « Administration », dans Olivier Christin (dir.), *Dictionnaire des concepts nomades des sciences humaines*, Paris, Métailié, 2010, p. 39-50 ; ainsi que : Françoise Dreyfus, *L'invention de la bureaucratie : servir l'État en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, (XVIII^e - XX^e siècle)*, Paris, La Découverte, 2000.
11. Dans le but de restaurer l'union entre *populares* et *nobiles* et mettre fin aux factions, vingt-huit *alberghi* (maisons ou lignages) ont été créés en 1528 sous l'impulsion d'Andrea Doria, qui refonde ainsi la république, devenue « oligarchique », en lui conférant une nouvelle armature gouvernementale, concomitamment à son entrée dans la sphère d'influence espagnole. Regroupant à l'origine environ 1 500 personnes, ces *alberghi* définissent la « noblesse » génoise, parmi laquelle sont choisis les 400 membres du Conseil Majeur. La « Seigneurie » est composée du doge, à la charge biannuelle, des gouverneurs, c'est-à-dire les sénateurs, ainsi que des procureurs qui, eux, siègent à la Chambre. Leur sont adjoints cinq contrôleurs, les *Supremi Sindacatori*, chargés de vérifier la légalité des actes du gouvernement, ainsi que deux assemblées. Après une période de tensions et de révolte, la réforme dite du « *Garibetto* » est adoptée en 1547. Elle institue notamment l'élection des conseillers à la majorité des trois cinquièmes de la Seigneurie, des *Sindacatori* et de l'*Uffizio di San Giorgio* et provoque l'élargissement des pouvoirs du Conseil Mineur sur les élections ainsi que l'élévation de nouvelles familles. Suite à une période de troubles, les *Leges Novae*, ou lois de Casale, sont adoptées en 1576. Ce corpus normatif mais non organique, modifie les *Reformationes Novae* précédentes en instituant un système mixte fait d'élections et de tirages au sort et réforme les institutions existantes en ouvrant notamment l'accès au Sénat à quatre membres supplémentaires, en doublant les effectifs du Conseil Mineur et en élargissant la base du *Consiglio Maggior*. Rodolfo Savelli, *La Repubblica oligarchica. Legislazione, istituzioni e ceti a Genova nel Cinquecento*, Milano, Giuffrè, 1981, p. 217-226 ; Arturo Pacini, *La Genova di Andrea Doria nell'Impero di Carlo V*, Florence, Olschki, 1999, p. 84-85 ; Carlo Bitossi, « L'antico regime genovese, 1576-1797 », dans Dino Puncuh (dir.), *Storia di Genova. Mediterraneo, Europa, Atlantico*, Genova, Società Ligure di Storia Patria, 2003, p. 391-508 ; *id.*, « Il governo della Repubblica e della

en s'appuyant sur des organismes spécialisés, appelées « *Giunte* » (Juntas), dont les membres proviennent des *Collegi*¹². Trois *Giunte* permanentes ont retenu l'attention des historiens : *Confini* (Frontières), *Giuridizione* (Juridiction) et *Marina* (Marine). Tandis que la plupart des auteurs datent l'établissement de cette dernière en 1651, Onorato Pàstine rappelle qu'une première *Giunta Marittima* avait été commissionnée dès 1637-1638 pour réfléchir au retour officiel des Génois au Levant¹³. L'auteur ne semblant pas établir de différence formelle, ni fonctionnelle, entre les deux assemblées, il n'est pas interdit de supposer que la *Giunta di Marina*, « compétente en matière de navigation et de trafics maritimes » tout en étant aussi chargée de nommer les consuls¹⁴, a effectivement procédé de l'éphémère *Giunta Marittima*. Les dates évoquées permettent quant à elles de situer l'institution dans le contexte précis de la reprise « navaliste » de la république de Gênes, suite à la remise en cause du « système hispano-génois » provoquée par la faillite espagnole de 1627, puis par la banqueroute de 1647¹⁵. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas là d'une création institutionnelle *ex nihilo*, mais plutôt de la réinstitutionnalisation de tout ou partie de l'ancien *Officium Maris*, qui servait d'intermédiaire entre le gouvernement et l'outre-mer, cette continuité expliquant notamment pourquoi les archives de la Junta de la Marine renferment des documents du xv^e siècle.

Apparaît également dans les archives d'État de Gênes le nom d'une troisième commission maritime : la *Giunta del Traffico*, qui semble avoir été fondée, ou refondée, en 1665¹⁶. Composée d'un président et de quatre assistants élus pour deux ans, cette assemblée semble avoir eu pour principale fonction de préparer les « *provvedimenti* », les mesures ou décisions, destinés à réglementer la navigation et le commerce maritime de la cité¹⁷. Moins fréquemment évoquée par les historiens

Casa di San Giorgio : i ceti dirigenti dopo la riforma costituzionale del 1576 », dans Giuseppe Felloni (dir.), *La Casa di San Giorgio : il potere del credito. Atti del convegno (Genova, 11-12 novembre 2004)*, Gênes, Società Ligure di Storia Patria, 2006, p. 91-107. Les doges génois sont quant à eux recensés dans Luigi Maria Levati, *Doghe biennali di Genova dal 1528 al 1699*, Gênes, Campora, 1930.

12. Carlo Bitossi, « La repubblica di Genova : politica e istituzioni », dans Giovanni Assereto et Marco Doria (dir.), *Storia della Liguria*, Rome-Bari, Laterza, 2007, p. 79-97.

13. Onorato Pàstine, « Genova e l'impero ottomano nel secolo XVII », *Atti della Società Ligure di Storia patria* (Genova), n° 73, 1952, p. 8.

14. Piero D'Angiolini et Claudio Pavone (dir.), *Guida generale degli Archivi di Stato Italiani*, vol. II, *Archivio di Stato di Genova*, Rome, Ministero per i beni culturali e ambientali ufficio centrale per i beni archivistici, 1983, p. 319.

15. Sur ces questions, amplement documentées et débattues, se référer à Manuel Herrero Sánchez, « Génova y el sistema imperial hispánico », dans Antonio Álvarez-Ossorio Alvaríno et Bernardo J. García García (dir.), *La Monarquía de las Naciones. Patria, nación y naturaleza en la Monarquía de España*, Madrid, Fundación Carlos de Amberes, 2004, p. 529-562 ; *id.*, « La quiebra del sistema hispano-genovés (1627-1700) », *Hispania*, n° 65, 2005, p. 115-151 ; Carlo Bitossi, « Il granello di sabbia e i piatti della bilancia. Note sulla politica genovese nella crisi del sistema imperiale ispano-asburgico », dans Manuel Herrero Sánchez, Yasmina Rocío Ben Yesséf Garfía, Carlo Bitossi et Dino Puncuh (dir.), « Génova y la Monarquía Hispánica (1528-1713) », *Atti della Società Ligure di Storia patria* (Genova), n.s., 51, vol. 125, n° 1, 2011, p. 495-526.

16. Je tiens à remercier ici le professeur Giovanni Assereto pour ses clarifications.

17. *Archivio di Stato di Genova*, *op. cit.*

que la *Giunta di Marina*, Pâstine excepté, la *Giunta del Traffico* apparaît comme un appendice juridique de la précédente, elle-même appendice technique des *Collegi*. Quels qu'aient été leurs origines et le périmètre exact de leurs activités, les deux juntas se présentent comme des maillons administratifs et politiques essentiels. Outils administratifs adaptables aux circonstances, ces commissions se situent institutionnellement au cœur des processus délibératifs et des procédures de communication de l'information d'État.

L'inventaire sommaire des fonds de la *Giunta del Traffico* présent dans le guide aux Archives d'État repose pour l'essentiel sur une notice de deux pages, écrite en 1941 par Perroni, qui en a souligné l'importance pour l'histoire des relations entre Gênes et l'empire ottoman¹⁸. Après avoir rappelé que cette junta formait une sorte d'appendice administratif des *Serenissimi Collegi* chargé de préparer la réglementation des affaires commerciales de la république, l'auteur souligne qu'il ne s'agit pas d'une institution de « l'âge d'or de la République, quand Gênes était maître des mers et possédait en Orient des colonies florissantes et de vastes possibilités pour ses trafics et son commerce », mais plutôt d'une création tardive, « une fois perdu ce magnifique *Dominio* colonial », d'une réponse nécessaire apportée aux mutations profondes dues, notamment, au déclin de l'Espagne et à l'arrivée de nouveaux acteurs économiques et politiques en Méditerranée¹⁹, une fois refermé ce qu'il est coutume d'appeler « le siècle des Génois »²⁰.

La composition du fonds d'archives de la Junta du Trafic suggère que l'assemblée aurait commencé à exister en 1574, deux ans avant les lois de Casale et, surtout, sept années après la perte de Chios, dernier bastion de l'outre-mer génois²¹,

18. Felice Perroni, « Una fonte poco nota per lo studio delle relazioni fra Genova ed il Levante: la "Giunta del Traffico – Affari col Levante" (1574-1722) », *Notizie degli Archivi di Stato*, vol. I, n° 3, 1941, p. 108-109.

19. Voir Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 2^e édition, Paris, A. Colin, 1966 [1949], vol. 1, p. 557-572; Gigliola Pagano De Divitiis, *Verso i mari del Nord. Mediterraneo ed Europa settentrionale in età moderna*, Rome, Donzelli editore, 2005; Thierry Allain, « Les Néerlandais et le marché monétaire levantin dans la seconde moitié du XVII^e siècle (1648-1701) », *Histoire, économie & société*, n° 2, 2008, p. 21-38 (URL: www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2008-2-page-21.htm). Sur la présence des Hollandais dans les principales places commerciales italiennes voir Marie-Christine Engels, *Merchants, Interlopers, Seamen and Corsairs. The «Flemish» community in Livorno and Genoa (1615-1635)*, Hilversum, Verloren, 1997; Maartje van Gelder, *Trading Places. The Netherlandish Merchants in Early Modern Venice*, Leyde, Brill, 2009. Sur l'idée d'« invasion » de la Méditerranée par les marchands venus du nord de l'Europe, voir Molly Greene, « Beyond the northern invasion: the Mediterranean in the seventeenth century », *Past and Present*, n° 174, 2000, p. 41-70; ainsi que, pour une utile mise au point historiographique: Colin Heywood, « The English in the Mediterranean, 1600-1630. A Post-Braudelian Perspective on the 'Northern Invasion' », dans Maria Fusaro, Colin Heywood et Mohamed-Salah Omri (dir.), *Trade and Cultural Exchange in the Early Modern Mediterranean. Braudel's Maritime Legacy*, London - New York, I.B. Tauris Publishers, 2010, p. 23-44.

20. Arturo Pacini, « I presupposti politici del "secolo dei Genovesi" ». La riforma del 1528 », *Atti della Società Ligure di Storia patria* (Genova), n.s., n° 30, 1990, 422 p.

21. Perte qui n'interrompt totalement ni le commerce ni les échanges épistolaires avec le Levant. Onorato Pâstine, *Genova e l'impero ottomano...*, op. cit., p. 6-7; Belvederi Raffaele, « Relazioni Genova-Regno tra Medioevo ed età moderna nelle fonti pubbliche dell'Archivio di Stato di Genova », dans *Genova, La Liguria e l'Oltremare tra Medioevo ed età moderna. Studi e ricerche d'archivio II*, Gênes, Fratelli Bozzi, 1976, p. 9-63. Pour une présentation de l'histoire de l'occupation de l'île de Chios par les

et qu'elle serait restée en activité jusqu'au premier tiers du XVIII^e siècle²². Perroni, lui, insiste sur une date en particulier : 1665. Depuis vingt ans, les forces ottomanes et vénitiennes s'affrontent en Méditerranée orientale pour la possession de la Crète²³. Aussitôt les troupes du sultan Ibrahim I^{er} débarquées à Candie, l'idée d'une intervention en faveur des Vénitiens a été discutée, mais repoussée²⁴. En 1654, et alors que le conflit entre dans une nouvelle phase, de nouvelles consultations ont été menées afin de préparer le retour de la république de Saint-Georges dans le jeu diplomatique-commercial ottoman²⁵. Suite à des années de débats et de luttes internes, les circonstances paraissent donner raison au *parti navaliste* génois et aux héritiers de Raffaele Della Torre²⁶. Après avoir cherché, en vain, un appui auprès du Très-Chrétien par l'intermédiaire de Mazarin, la république décide de passer outre la médiation française et mandate Giovan Agostino Durazzo en 1665 pour négocier directement la concession de capitulations²⁷.

Le déroulement des négociations, leur issue et leurs conséquences étant bien connus des historiens²⁸, il n'est utile d'y revenir par le menu, si ce n'est pour en

---

Génois : Geo Pistarino, « Chio dei Genovesi », *Studi Medievali*, vol. 10, n° 1, 1969, p. 3-68.

22. « Giunta del traffico, b. 1 (1574-1730). Inventario sommario (...) Comprende fra l'altro: Capitolazioni con la Porta ottomana delle seguenti nazioni: Inghilterra 1574, Francia 1604, Olanda 1612, Genova 1665. Relazioni di genovesi residenti a Smirne e a Costantinopoli e deliberazioni dei collegi 1638-1731. Istituzione di una nuova giunta del traffico 1665-1670. Iniziative commerciali con la Russia 1710-1722. Stabilimento di una compagnia in Levante 1714 », *Archivio di Stato di Genova*, *op. cit.*
23. Pour un aperçu des principaux événements et des enjeux de cette guerre : Gino Benzoni, « Morire per Creta », dans Gherardo Ortalli (dir.), *Venezia e Creta. Atti del convegno internazionale di studi (Iraklion-Chanià, 30 settembre - 5 ottobre 1997)*, Venise, Istituto veneto di scienze, lettere ed arti, 1998, p. 151-173. On trouvera un récit détaillé des dernières années du conflit dans : Wilhelm Bigge, *La guerre de Candia negli anni 1667-1669*, Turin, UTET, 1901.
24. Onorato Pàstine, « La politica di Genova nella lotta veneto-turca dalla guerra di Candia alla pace di Passarowitz », *Atti della Società Ligure di Storia patria* (Genova), n° 67, 1938, p. 1-153.
25. Eugenio Bacchion, « Venezia e Genova durante la guerra di Candia. Proposti di alleanze, fermenti di idealità nazionali », *Deputazione di storia patria per le Venezie*, vol. 12, n° 6, 1943, p. 3-98.
26. Juriste, publiciste, historien et homme politique génois de premier plan, Della Torre (1579-1666) a notamment défendu la nécessité de libérer le commerce maritime de la cité de l'emprise espagnole. Voir, pour plus d'informations, Rodolfo Savelli, « Della Torre (Dalla Torre, De Turri, Torre) Raffaele », *Dizionario biografico degli Italiani*, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. 37, 1989, p. 649-654 (accessible en ligne URL : http://www.treccani.it/enciclopedia/raffaele-della-torre_%28Dizionario-Biografico%29/). Notons que, parmi tous les auteurs qui ont évoqué cette figure importante de la politique génoise ainsi que les débats suscités par l'opportunité du « retour à la mer », Carlo Bitossi lie étroitement les propositions « navalistes » de Della Torre et celles concernant les innovations à apporter aux pratiques gouvernementales de la république en vue d'en moderniser et d'en accélérer les procédures. Carlo Bitossi, *Il Governo dei Magnifici. Patriziato e politica a Genova fra cinque e seicento*, Gênes, ECIG, 1990, p. 280-284.
27. On trouvera une présentation générale des privilèges commerciaux concédés par l'Empire ottoman dans Halil Inalcik, « *İmtiyâzât* », *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e édition, vol. 3, Paris-Leyde, Maisonneuve & Larose - Brill, 1971, p. 1208-1219. Voir également Susan Skilliter, *William Harborne and the Trade with Turkey, 1578-1582. A Documentary History of the first Anglo-Ottoman relations*, Londres-Oxford, The British Academy, 1977 ; Maurits H. Van den Boogert, *The Capitulations and the Ottoman Legal System, Qadis, Consuls and Beraths in the 18th Century*, Leyde-Boston, Brill, 2005.
28. Pour un récit détaillé des deux missions effectuées par Durazzo à la Sublime Porte voir Onorato

souligner leur étroite corrélation avec la chronologie de la refonte de la Junte du Trafic, puis entre celles-ci et un projet présenté l'année suivante par la *Giunta di Marina* aux *Serenissimi Collegi*. Si la *Giunta del Traffico* a bien été réformée en 1665 « en prévision de l'augmentation du trafic » alors que l'envoyé génois part une première fois pour Istanbul²⁹, les « députés » de la *Giunta di Marina* sont en effet « commissionnés » par le gouvernement lors du retour de Durazzo à Gênes pour dresser un bilan détaillé des réseaux d'information de la république. La « consulta » est lancée dès le 9 février 1666, au moment précis où l'ambassadeur est reçu par le gouvernement³⁰, et ses résultats sont présentés aux *Collegi* le 19, quatre jours seulement après l'audition de Durazzo par la Junte. Le 20 février paraissent les *Avvisi* génois qu'imprime Gerolamo Marino. Diffusant la nouvelle de la « liberté de trafic et de commerce » accordée aux citoyens génois dans « toutes les Échelles et parties de l'Empire ottoman » obtenue par Durazzo, qui est célébré par la république³¹, les nouvelles publiques ne font en revanche nullement mention de la lecture aux *Collegi* de la « relation » produite par la Junte. Réactualisant une prérogative de l'ancien *Officium Maris*³², celle-ci a proposé aux *Collegi* de leur adjoindre « quelque Députation » chargée d' « examiner » les nouvelles et de « rapporter ce qu'elle estimera être bénéfique au bon gouvernement de la Sérénissime République »³³.

L'information, ou l'esprit de l'institution

La compétence en matière de « trafics maritimes » de la Junte s'étend aussi au domaine des échanges épistolaires et de la circulation des nouvelles de mer, ce qui explique que la Junte ait pu être consultée afin de réfléchir de manière programmatique à « la manière d'obtenir des *avvisi* de toute part », leur « pénurie présente » s'avérant « gravement préjudiciable au bon gouvernement et aux intérêts de la République »³⁴.

Le lien établi entre information et bon gouvernement, ainsi que l'emphase avec laquelle cette vérité générale est énoncée dès les premières lignes de la relation, pourraient apparaître comme des artifices de la rhétorique républicaine, comme un simple lieu commun qui ne viserait qu'à justifier les dispositions proposées par la *Giunta* en construisant le consensus nécessaire pour que les *Collegi*

Pàstine, *Genova e l'impero ottomano...*, *op. cit.*, p. 5-54.

29. Felice Perroni, « Una fonte poco nota... », art. cit.

30. Durazzo a quitté la Porte et le grand vizir Köprülü le 8 décembre 1665 pour se rendre à Vienne avant de prendre la route de l'Italie et arriver à Gênes le 5 février 1666. Onorato Pàstine, *Genova e l'impero ottomano...*, *op. cit.*, p. 23.

31. Archivio Segreto Vaticano, Segr. Stato, *Avvisi*, 39, f. 23-24v.

32. Edoardo Grendi, « Traffico portuale, naviglio mercantile e consolati genovesi nel Cinquecento », *Rivista storica italiana*, n° 80, 1968, p. 624, 628. Voir également Laura Balletto, « Les magistratures génoises pour l'Orient », dans Michel Balard (dir.), *État et colonisation au Moyen Âge et à la Renaissance*, Lyon, La Manufacture, 1989, p. 95-112.

33. Archivio di Stato di Genova (désormais ASG), Archivio Segreto, *Marittimarum*, 1669, 9 février 1666.

34. *Ibid.*

adhèrent au discours et aux différentes propositions. Néanmoins, il n'est pas inutile d'en faire un rapide commentaire, ne serait-ce que parce qu'il est rare que les sources explicitent à ce point l'utilité politique de l'information. Le discours fait sans ambiguïté de l'usage des « *avvisi* » – entendre ici les nouvelles, les informations, et non les périodiques manuscrits ou imprimés qui circulent alors en Europe³⁵ – une technique de gouvernement à part entière. Condition de l'action politique, condition de la bonne action politique, l'information est considérée comme un art de gouverner. Dans son étude consacrée à l'histoire du concept de gouvernement, Michel Sénellart a attiré l'attention des historiens sur ce moment, crucial, où « la comptabilité des forces se substitue au catalogue des vertus », où le bien gouverner ne se résume plus à l'éthique mais accorde une place croissante au dénombrement et à la qualification des choses, à la statistique. Lorsque le miroir des Princes cède la place au livre d'État³⁶, l'intérêt politique se déplace de l'habileté du souverain et de la philosophie morale à une science politique proprement dite, fondée sur l'étude des conditions de vie générale des États.

C'est dans un même mouvement, conclut M. Sénellart, que la physique sociale, comme science des choses dont dépend la vie des États, congédie le prince vertueux et le prince habile. Alors, mais alors seulement, se brise l'antique structure spéculaire dans laquelle se réfléchissait la politique³⁷.

Les « relations », universelles ou particulières, de Giovanni Botero pour les premières, des ambassadeurs vénitiens en sortie de charge pour les secondes, ne furent pas les seuls miroirs, ni les seuls agents, de cette mutation profonde du bien gouverner. À la fois avant, avec et autour de la connaissance statistique des choses publiques, les *avvisi*, puis les *Avvisi* à leur suite et sur un patron similaire, ont donné aux gouvernants un moyen nouveau, ou simplement renouvelé, de suivre, de classer et d'analyser les affaires du monde, et ainsi de tendre vers une meilleure compréhension, voire une meilleure maîtrise, du politique et de ses contingences.

La réflexion des membres de la *Giunta di Marina* aboutit à la proposition d'une réorganisation institutionnelle, fondée sur une approche fonctionnelle de la communication intragouvernementale de l'information et, partant, des mécanismes d'élaboration et d'application des décisions. La lecture attentive des *avvisi*, de tous les *avvisi*, lettres comme feuillets de nouvelles, est instituée comme une fonction gouvernementale propre, prolégomènes et adjuvant des décisions du gouvernement. La justification est sans appel : les membres des *Collegi*, aux « occupations » déjà « grandes et continues », ne sont plus en mesure d'analyser eux-mêmes les flux entrant d'information sur lesquels fonder leurs décisions³⁸. Le raisonnement de la Junte est le suivant : l'information soutient les décisions

35. Sur la différence entre *avvisi* et *Avvisi* : Johann Petitjean, « Mots et pratiques de l'information. Ce que *aviser* veut dire », *Mélanges de l'École française de Rome, Italie-Méditerranée*, vol. 122, n° 1, 2010, p. 107-121.

36. Michel Sénellart, *Les arts de gouverner : du regimen médiéval au concept de gouvernement*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 55-59.

37. *Ibid.*, p. 59.

38. ASG, Archivio Segreto, Marittimarum, 1669, 9 février 1666.

prudentes du bon gouvernement de la république, or commissions et députations diverses ont pour fonction d'assister les *Collegi* dans leurs délibérations, donc il revient aux juntes présentes ou futures d'administrer l'information d'État. Autre motivation explicite dans le rapport de la Junte : réaliser des économies. L'objectif suivi consiste en effet à remplacer les informateurs stipendiés par la république, tel Battista Ferraro³⁹, maître espion génois en poste à Istanbul dans les années 1560⁴⁰, par les agents officiels qui opèrent dans « les Cours les plus importantes du monde » au service de « la politique » ou du « Commerce » de la république afin que les « *avvisi* » ainsi transmis ne pèsent plus autant sur les comptes de la Chambre⁴¹.

Commencé par la crainte que le *trop peu* d'information ressenti tout au long des négociations de Durazzo puisse perdurer et se terminant sur l'anticipation, prudente, clairvoyante, de la possibilité d'un *trop plein* de nouvelles une fois les agents politiques et commerciaux de la république installés en Méditerranée orientale, le positionnement du rapport vis-à-vis des situations d'information passées, présentes pourrait à première lecture paraître ambivalent, sinon contradictoire. En réalité, cela montre combien le gouvernement génois a conscience, en ce début d'année 1666, de se trouver à la croisée des chemins. Conçue dans le but de faire des économies, de décharger les *Collegi* et d'anticiper les conséquences du retour de représentants de Gênes et des marchands génois en Méditerranée orientale, l'idée, et donc la possibilité institutionnelle, d'une délégation du pouvoir informatif (collecte et traitement des données stratégiques) manifeste la capacité du gouvernement de cette république maritime à s'adapter aux circonstances, voire à les anticiper. Cela témoigne également de la relative plasticité d'un système reposant sur des institutions dont le périmètre d'activité et le champ d'action peuvent être adaptés aux circonstances, selon les besoins, selon d'éventuels changements de paradigme dans les manières de gouverner également.

Ensuite, l'analyse du rapport remis par la Junte dévoile, voire institue, une structuration et une représentation cyclique de l'information d'État. Les *Collegi* restent en principe comme en pratique le principal, sinon l'unique moteur du cycle dont ils assurent l'orientation, principalement par l'expression des besoins du gouvernement à l'attention des autres institutions concernées. En 1666, la *Giunta di Marina* semble quant à elle assurer la coordination des moyens de la

39. À la fin de l'année 1565, celui-ci se voit notamment remettre 100 pièces d'or pour ses « *fattiche* » (ses efforts). ASG, Archivio Segreto, 2703, Lettere Consoli (Turchia), lettre du 12 décembre 1565 accusant réception des rapports envoyés depuis Istanbul les 3 et 22 octobre.

40. En sus des espions professionnels, apparaissent également d'autres types d'informateurs de la République, principalement des commerçants génois directement ou indirectement (par le biais, souvent, des Ragusains) implantés au Levant, des témoins occasionnels, ainsi que des correspondants, officiels ou non, qui partagent leur connaissance des affaires survenues en Méditerranée orientale avec le gouvernement, comme le nonce de Vienne qui, Génois d'origine, écrit à son frère Agostino Spinola des « lettres particulières » dont on retrouve plusieurs extraits dans les archives de la République. Aux dépêches du nonce apostolique sont également jointes les lettres que Durazzo, de retour d'Istanbul, tente de faire parvenir à son gouvernement. ASG, Archivio Segreto, 1015, Giunta del Traffico (Affari del Levante), 7.

41. ASG, Archivio Segreto, Marittimarum, 1669, 9 février 1666.

république en s'occupant de planifier et de collecter les données. Enfin, la relation de la Junte autonomise une dernière étape, qui en réalité est double : l'exploitation et la diffusion de l'information, du traitement et de l'analyse des données collectées auprès des différents correspondants à la remise de l'information ainsi structurée aux décideurs.

À moins que la « *Deputazione* » évoquée à la fin du texte ne renvoie à une autre instance, telle la *Giunta del Traffico* – mais nous avons vu plus haut que celle-ci était peut-être directement subordonnée à la Junte du Trafic – la Junte de la Marine cherche sans doute ici à accroître sa propre surface institutionnelle et, partant, son pouvoir, en sous-entendant que la seule solution permettant d'accroître le rôle de l'information au sein du gouvernement et d'institutionnaliser davantage son mode de fonctionnement consisterait à fusionner au bénéfice des *Serenissimi Collegi*, mais au profit de la Junte, les différentes étapes d'un cycle de l'information ouvert ou en partie régulé sur le terrain par les agents de la république.

Une information consulaire ?

L'espace bureaucratique attribué aux juntes n'est pas un espace autonome. Auxiliaires des *Collegi*, les membres des *Giunte* se situent en position d'intermédiaire entre le centre du pouvoir et les agents de la république en poste à l'étranger, tel le consul de Livourne, idéal génois du parfait informateur, tels que le consul de Smyrne et le résident d'Istanbul également, dont l'installation est contemporaine de la consultation menée en 1666. Quelles données parvenaient alors entre les mains des décideurs par le biais des circuits consulaires ?

Agents et procédures

En plus d'évoquer les raisons de la consultation et les décisions prises, le rapport de 1666 entend énumérer quelles sont les « Cours les plus importantes du monde », c'est-à-dire les places plus stratégiques pour la politique et l'économie génoises, celles dont les « négociations » et les « résolutions » iront jusqu'à influencer, est-il avancé, « les mouvements de l'Univers ».

Un premier cercle est composé, par ordre d'évocation, de Rome, de Vienne, de Madrid, de Paris, de Londres, où Giovan Luca Durazzo, le frère de Giovan Agostino, a été missionné en 1661-1662⁴², et du Portugal. Alors que la république entretient des relations officielles avec la cour de Rome et le roi de France, il est stipulé qu'à l'avenir la commission devra correspondre avec un Génois banni de la cité pour se tenir informée des affaires viennoises. De manière générale, les membres de la Junte sont en outre encouragés à entretenir des relations épistolaires directes avec les citoyens génois présents partout où la république n'est pas représentée. Viennent ensuite, dans un second cercle, les « villes et États nombreux » de l'Italie, les côtes françaises et espagnoles ainsi que les îles méditerranéennes, au-

42. Maristella Cavanna Ciappina, « Durazzo Giovan Luca », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. 42, 1993, p. 156-159.

tant de lieux où sont présents des « gentilshommes de cette république » ainsi que des « consuls de cette nation », à l'exception notable de Venise, ce qui est vivement déploré par les auteurs du rapport. À ces deux cercles correspondent des échelles, des espaces, ainsi que des types d'organisation étatique et, par conséquent, des modes de présence ou de représentation différents. Malgré cela, la distinction la plus importante ne concerne pas les types d'émetteurs. Consuls et ambassadeurs sont différenciés par la nature, et l'importance, des États auprès desquels ils résident, et non par leurs missions, la teneur de leurs échanges épistolaires n'étant quant à elle jamais explicitement évoquée. La seule division suffisamment claire et itérative pour être signifiante oppose en réalité les agents de la république aux simples citoyens, dont la correspondance avec le gouvernement est considérée comme un palliatif. Mais, en l'absence de toute précision quant aux contenus des « lettres particulières » ou des « *avvisi* », cette distinction, comme toutes celles évoquées jusqu'à présent (économique/politique, grandes cours/villes et petits États, Europe continentale/Méditerranée, ambassadeurs/consuls) ne paraît pas décisive, hormis, peut-être, sur un mode mineur, et de manière indirecte.

Ni les types d'interlocuteurs, ni leurs lieux de résidence, ni la nature de leurs missions, ni les canaux utilisés ne suffisent à caractériser l'information structurée au bénéfice des *Collegi*. Il serait tout à fait vain de vouloir trouver dans les archives de la Junte du Trafic ou dans les pièces archivées dans les séries *Ministri*, *Consoli* et *Marittimarum* une unité autre que celle donnée par l'aspect stratégique des affaires évoquées. Toute nouvelle et tout type de document jugé utile à la conduite des affaires maritimes de la république est traité par les *Giunte*⁴³. Composite et donc, en grande partie, indifférenciée, l'information d'État, l'information structurée par et pour l'État, ne prend sens qu'au bout de la chaîne, lorsque les pièces font la navette entre les junte et les *Collegi* selon les besoins du moment. Leur quantité respective exceptée, il n'existe aucune différence *a priori* entre l'information consulaire, l'information diplomatique et les renseignements obtenus auprès des particuliers. Ainsi, si les ambassades assumaient une dimension proprement consulaire, qui a été étudiée⁴⁴, la question de la collecte et de la transmission de l'information montre que les consulats pouvaient également assurer des tâches proches de celles exercées par les ambassades. Informateurs de première ou de seconde main, agents du renseignement, coordinateurs et animateurs des réseaux ou simples passeurs de nouvelles, les consuls génois formaient les premières pierres de l'édifice, d'un édifice qui ne pouvait toutefois prendre forme et sens qu'à Gênes, dans et par la structuration et la communication des données collectées sur le terrain. Si le cycle génois de l'information paraît toujours impulsé

43. Par exemple, dans le courant de la deuxième semaine de juillet 1666 arrivent à Gênes les dernières dépêches du consul présent à Marseille, en date du 20 juin précédent. Outre des documents relatifs à l'état de la circulation des hommes, des biens et des navires, est également envoyée une pièce justificative, la copie d'une « déclaration » de Louis XIV du 23 décembre 1663 concernant les droits à payer pour le déchargement des marchandises. ASG, Archivio Segreto, Marittimarum, 1669, 16 juillet 1666.

44. Martin F. Herz (éd.), *The Consular dimension of diplomacy: a symposium*, Lanham, University Press of America, 1983.

par les *Collegi*, sa régulation, en revanche, revient bien aux membres de la *Giunta di Marina*, lesquels sont par exemple amenés à rappeler certains correspondants à leurs devoirs. « Diligence » et « ponctualité » sont ainsi mises en avant⁴⁵. Clefs de voûte de la communication des nouvelles, celles-ci ne doivent toutefois pas être confondues avec la rapidité. En effet, si une transmission trop lente tend à « laisser refroidir » l'information et périmé les nouvelles, une communication précipitée n'est pas non plus souhaitable, comme lorsque des pièces en osmanli ne sont pas traduites sur place avant d'être envoyées au gouvernement⁴⁶.

Les juntas centralisent et redistribuent l'information au sein du gouvernement. Elles reçoivent et analysent une partie des dépêches des correspondants de la république afin d'en résumer l'essentiel à l'attention des décideurs. C'est sous la forme de brèves notules, qui reprennent tout ou partie des nouvelles à même le pli ou sur une feuille volante, et le plus souvent sur une seule colonne, que l'information est diffusée conjointement à la circulation des lettres afin d'en faciliter la communication et la cognition et, ainsi, d'accélérer le processus de prise de décision. Quant à la *Giunta del Traffico*, elle permet notamment de faire le lien entre les différents agents en poste à l'étranger, notamment lorsqu'il s'agit de faits relatifs aux affaires politiques et commerciales levantines⁴⁷. Alors que le rapport issu des consultations ne fait explicitement mention d'aucun modèle extérieur, les opérations effectuées ne sont pas sans rappeler la manière de procéder de la Sérénissime république de Venise depuis, au moins, le premier tiers du xvi^e siècle⁴⁸.

Les consuls, les nouvelles et la mer

L'information des consuls est-elle, à proprement parler, une information consulaire ? Dans quelle mesure les spécificités de leur fonction se reflètent-elles dans les plis qu'ils adressent à leur gouvernement ? Deux cas, très différents, voire en partie opposés du fait de la situation, du contexte ainsi que des hommes en place, peuvent être présentés ici : celui de Livourne, d'une part, cité en exemple par le gouvernement, et celui du Levant, de l'autre, étudié à travers le fonctionnement et, surtout, les dysfonctionnements du binôme Smyrne/Istanbul.

Dans l'instruction qui est délivrée à l'attention du consul en partance pour Smyrne, il est recommandé à Ottavio Doria « de bien prendre note de tous les

45. ASG, Archivio Segreto, 1669, Marittimum, 9 février 1666.

46. ASG, Archivio Segreto, 2173, Lettere Ministri Costantinopoli. Ordres et lettres de la République de Gênes à ses ambassadeurs Durazzo et Fieschi (1665-1669), f. 50r, lettre au résident à Istanbul du 15 septembre - 7 octobre 1669.

47. Par exemple, cette « Relazione dell'Ecc[ellentissi]ma Gionta del Traffico p[er] la risposta dà farsi alle lett[er]e del residente in Constantinopoli Sinibaldo Fiesco de 14 ap[ri]le 19 Giugno e 16 luglio 1667 », ASG, Archivio Segreto, 1015, Giunta del Traffico (Affari di Levante), 9, n° 50, 20 septembre 1667. Il est en outre décidé que des copies chiffrées de cette « relation » seront également envoyées aux autres agents de la République concernés par ces affaires, sans qu'aucune distinction formelle ne soit faite entre consuls et ambassadeurs.

48. Voir Johann Petitjean, « Compilation des nouvelles et écriture de l'actualité à Venise au xvi^e siècle », *Hypothèses. Travaux de l'École doctorale d'Histoire*, 2009, p. 73-82.

accidents» qui surviendront dans sa zone de responsabilité. Ensuite, même si le registre compilé au jour le jour sera remis sans faute au gouvernement une fois le consul rentré à Gênes, il est impératif que ses contenus fassent l'objet d'une communication continue, «de main en la main» et sur le vif⁴⁹. L'examen de nouvelles contenues dans la correspondance active des consuls de Smyrne et de Livourne montre une composition globalement bipartite des données transmises : information générale d'une part, information maritime et portuaire de l'autre. L'information d'escale, qui résulte de l'observation des « passages » et des « navigations », précise l'instruction susmentionnée, fait la spécificité de l'information consulaire et donne à la correspondance des consuls sa coloration d'ensemble. Néanmoins, s'il est vrai qu'une bonne partie de l'information véhiculée par leur biais est composée de nouvelles d'escale, fonctionnelles et fortement situées, celles-ci n'en forment pas la totalité.

Des nouvelles générales, d'ordre politique et militaire, des nouvelles relatives à la « raison d'État » donc, pour reprendre une des catégories utilisées par le gouvernement lui-même, sont également communiquées au gouvernement par les consuls. En 1668, par exemple, la *Giunta* s'adresse au résident d'Istanbul Sinibaldo Fieschi⁵⁰ pour le remercier d'avoir tenu le gouvernement au courant des dernières opérations militaires relatives au siège de Candie, ajoutant qu'il a été ordonné aux consuls de Messine, de Palerme et de Smyrne de lui écrire directement s'ils obtenaient de leur côté des renseignements sur le déroulement du conflit⁵¹. Les situations de crise et les conflits armés, ici la guerre de Crète, modifient l'information d'État. En premier lieu, les contenus des correspondances sont ponctuellement corrélés à la conjoncture régionale, les consuls de Méditerranée centrale et orientale étant invités à faire davantage cas des événements crétois et donc à collecter et à transmettre à qui de droit plus de nouvelles militaires que lorsqu'ils effectuent une simple veille stratégique sur la région. En second lieu, la recommandation du gouvernement montre que le fonctionnement général du système n'est pas totalement figé et que, lorsque les circonstances l'imposent, une circulation périphérique des nouvelles peut être temporairement encouragée afin de compléter, mais jamais de remplacer, la gestion centralisée de l'information. Une double adaptation, des nouvelles et des circuits, au contexte est donc possible.

La mécanique du suivi des événements crétois donne à voir la possibilité d'un ajustement conjoncturel des systèmes d'information. Bien que prévue et désirée par le gouvernement, la centralisation de l'information maritime, que celle-ci soit politique ou commerciale, n'est jamais absolue. Des opérations périphériques de

49. ASG, Archivio Segreto, 2703, Lettere Consoli (Turchia), 5 juin 1666.

50. Sinibaldo Fieschi est présent à Londres du temps de la mission de Giovan Luca Durazzo, qui le recommande au gouvernement dans sa « *relazione* ». Voir l'extrait transcrit dans Onorato Pàstine, *Genova e l'impero ottomano...*, op. cit., p. 93-94, note 6. Nommé résident à Istanbul en 1666, sous une pluie de « billets » hostiles, Fieschi est connu pour son rôle dans la crise monétaire levantine. Voir Calogero Farinella, « Fieschi Sinibaldo », *Dizionario biografico degli Italiani*, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. 47, 1997, p. 521-525.

51. AGS, Archivio Segreto, 2173, Lettere Ministri Costantinopoli, f. 28v-29r, 14-18 mai 1668. Par cette lettre, le gouvernement accuse réception des plis levantins datés des 18 décembre 1667, 10, 18 et 29 janvier, 3, 14 et 18 février 1668.

traitement, ou de pré-traitement, des données coexistent, du moins de manière conjoncturelle, ce qui n'est du reste pas sans poser un certain nombre de problèmes au gouvernement, attaché à fluidifier autant que faire se peut la circulation des nouvelles sans pour autant perdre de vue l'essentiel, à savoir obtenir une information de qualité, une information chaude, certes, mais véridique, et aussi complète que possible. Il est inutile de détailler ici les « désordres » survenus au cours des missions effectuées par Fieschi et Ottavio Doria, car la chose a été de nombreuses fois étudiée⁵². Ce qui, en revanche, n'a jamais été souligné, c'est que le conflit opposant ces deux agents s'est également exprimé sur le terrain de l'information. Ottavio Doria est plusieurs fois rappelé à ses devoirs par la Junte⁵³. En principe, le consul de Smyrne est effectivement censé partager tous ses *avvisi*, toutes les nouvelles « des choses du monde », avec le résident d'Istanbul, qui fait ainsi figure de pôle régional, et d'intermédiaire entre l'Empire ottoman et la Ligurie⁵⁴, la circulation de l'information reflétant ici le rapport, hiérarchisé, existant entre les deux institutions. Même si tout ou partie des nouvelles communiquées par le consul de Smyrne au résident était également envoyé à Gênes sans passer par Istanbul, il y a fort à parier que Fieschi prétraitait l'information consulaire en vue d'organiser ses négociations avec les autorités ottomanes et faciliter le travail du gouvernement, voire la modifiait en fonction de ses intérêts. En 1669, le gouvernement résout le conflit en décidant que le consul de Smyrne ne rende de comptes qu'au gouvernement. Le consulat s'autonomise alors de la tutelle du résident. Après une brève, et conflictuelle, période d'essai, la centralisation de l'information est renforcée. Cela fait sens dans le contexte précis du « désordre des monnaies » car, en plus de permettre au gouvernement de croiser les sources⁵⁵, cet ajustement lui donne un moyen de contrôler les dires de son résident. Las. Dans une lettre du 13 septembre 1670, il est ordonné au consul Giovan Domenico Gavi d'ouvrir toutes les lettres privées de Sinibaldo Fieschi transitant par le port livournais afin, notamment, de vérifier le bien-fondé de ses réclamations relatives au peu de moyens financiers dont disposerait la résidence d'Istanbul⁵⁶.

Du fait de sa situation d'avant-port, par lequel passent toutes les lettres destinées au Levant et la quasi-totalité de celles qui en proviennent, Livourne occupe une place tout à fait privilégiée au sein du dispositif génois. L'activité de son consulat, considérée comme exemplaire par le gouvernement, au point que Vito

52. Onorato Pàstine, *Genova e l'impero ottomano...*, *op. cit.*, p. 25-41, 91-106.

53. Par exemple : ASG, Archivio Segreto, 2173, Lettere Ministri Costantinopoli, f. 31r.

54. Les lettres du Levant arrivent majoritairement à Gênes via la Sicile même si, peu de temps après le premier retour de Durazzo, le gouvernement a négocié avec le recteur et les conseillers de la république de Raguse l'ouverture d'une route commerciale entre leurs deux républiques maritimes. ASG, Archivio Segreto, 2173, Lettere Ministri Costantinopoli, ff. 13, 16, 25 février 1666.

55. Doria et Fieschi écrivent par exemple tous deux au gouvernement entre la fin mars et la mi-avril 1669 au sujet d'un soulèvement populaire survenu à Istanbul. Alors que Fieschi met en avant la question des monnaies, le consul de Smyrne avance, lui, des explications différentes, estimant que le soulèvement aurait été suscité par des factions opposées à la politique du sultan et de son principal vizir. ASG, Archivio Segreto, Lettere Ministri Costantinopoli, 2171, 27 mars 1669 ; ASG, Archivio Segreto, Lettere Consoli (Turchia), 2703, 15 avril 1669.

56. Cet ordre est cité par Onorato Pàstine, *Genova e l'impero ottomano...*, *op. cit.*, p. 96.

Vitale a recensé Giovan Domenico Gavi comme un « proconsul général chargé des nouvelles diplomatiques »⁵⁷, fait de Livourne un élément essentiel du système d'information de la république. La circulation des navires y est suivie sans relâche. De 1618 au milieu des années 1660, les lettres d'avis écrites par les consuls eux-mêmes n'ont effectivement cessé de mentionner le passage des navires, d'évoquer leurs trajets, d'évaluer leurs marchandises. Lorsque des navires font escale à Livourne, le consul génois se rend au port et va aux nouvelles, principalement pour se renseigner sur la présence en mer Tyrrhénienne de corsaires venus d'Alger, de Tunis ou de France. Et, en complément des données collectées auprès des autorités portuaires et des équipages, il n'est pas rare que les consuls transmettent au gouvernement tout ou partie de la correspondance qu'ils entretiennent avec leurs divers confidents, tel ce colonel Giovanni Battista Bertolotto par exemple, engagé au service du roi de France, mais neveu de Giovan Stefano Boccalandro, un des prédécesseurs de Gavi, dont le « *foglio* » chiffré est immédiatement transmis aux *Collegi*⁵⁸. Le consulat toscan, à suivre les analyses d'Edoardo Grendi, se serait progressivement recentré sur la ville de Livourne après une phase plus toscane que proprement portuaire⁵⁹. Cette inflexion n'est sensible dans la correspondance des consuls qu'à partir de 1655, date à laquelle Gavi semble se désintéresser des affaires politiques, militaires et fiscales de la Toscane ou de Florence, suite, selon toute vraisemblance, à un ordre venu de Gênes. Si elle tourne alors le dos à la terre, l'information consulaire, néanmoins, conserve ses thèmes de prédilection. Le renseignement d'escale ne sert effectivement pas qu'à surveiller les corsaires barbaresques et le commerce des grains, comme le prouve l'attention que Gavi porte, en 1655-1656, aux mouvements de la flotte anglaise et aux batailles navales qui se déroulent aux Dardanelles⁶⁰, ou le fait qu'il n'oublie jamais d'alerter son gouvernement sur le passage de lettres suspectes ou d'un émissaire d'une puissance ennemie ou d'un État allié⁶¹.

Une part importante de l'information consulaire semble donc rigoureusement identique à celle que transmettent d'autres types d'agents, tels les ambassadeurs de la république de Gênes, les orateurs vénitiens ou les nonces apostoliques. La composition des plis paraît analogue : au compte-rendu des litiges commerciaux par les consuls correspond en effet celui que les ambassadeurs font de leurs négociations, et la dimension étroitement marchande de l'information portuaire occupe une place similaire à celle octroyée ailleurs aux nouvelles des Princes et des Cours, ou à celles des évêchés et des missions dans le cas des envoyés du pape. L'exemple livournais montre également que l'homogénéité croissante des pratiques infor-

57. Vito Vitale, « Diplomatici e consoli della Repubblica di Genova », *Atti della Società Ligure di Storia patria* (Genova), n° 63, 1934, p. 85-86.

58. ASG, Archivio Segreto, 2675, Lettere Consoli Toscana (Livorno), 1618-1656, lettre du 8 février 1643. Pour plus d'informations sur la carrière de Boccalandro, voir Guillaume Calafat, « Expertises et tribunaux de commerce. Procédures et réputation à Livourne au XVII^e siècle », *Hypothèses. Travaux de l'École doctorale d'Histoire*, 2010, p. 141-154.

59. Edoardo Grendi, « Traffico portuale... », art. cit., p. 619.

60. ASG, Archivio Segreto, 2675, Lettere Consoli Toscana (Livorno), 1618-1656, lettres non foliotées des mois d'avril 1655 et 1656.

61. *Ibid.*, lettre du 29 septembre 1655, s.n.

mationnelles, en plus de s'exprimer au niveau des contenus, revêt également une dimension médiatique. En sus des dépêches, des relations et des lettres d'avis et, parfois, en remplacement de ces dernières, tous les agents précédemment évoqués utilisent aussi les nouvelles à la main et les gazettes parues dans leur ville de résidence pour informer leurs chancelleries des principaux événements du temps, ce qui leur permet de recentrer leurs dépêches et leurs lettres d'avis sur les faits qu'ils jugent les plus importants, sur les faits qui méritent d'être davantage développés et, parfois, commentés.

À partir de 1666, le consul Gavi ajoute ainsi à ses plis un « *foglietto* » d'*avvisi* manuscrits compilé à Livourne par un nouvelliste se faisant appeler « Sincero »⁶². Malgré un mode de composition, des types de nouvelles ou une énonciation proche des lettres d'avis écrites de la main même du consul, il s'agit bien là d'*Avvisi a mano*, c'est-à-dire d'un média public d'information, d'un périodique auquel le cardinal Francesco Barberini est également abonné depuis 1663⁶³. Parfois qualifié de « *foglio di mare* » par son auteur, l'hebdomadaire livournais fait la part belle aux nouvelles maritimes *stricto sensu* comme à celles qui ont été communiquées « par voie de mer » sans toutefois se rapporter étroitement à la navigation et aux échanges méditerranéens. Les *Avvisi* de Livourne comportent également des informations générales, davantage tournées vers les affaires politico-militaires et sanitaires des États méditerranéens, lesquelles semblent occuper une surface textuelle variable, relative à l'intensité du trafic portuaire qui en reste toutefois l'étalon et le moteur.

Loué pour la qualité et la fréquence de ses nouvelles, le consul Gavi mobilise des ressources et des médias divers et, en recourant aussi aux nouvelles publiques, il imite les émissaires des grands États européens et embrasse les usages de tous ces ambassadeurs nourris au sein des arts de négocier et de composer des lettres. Alors que le choix éditorial singulier effectué par Sincero semble véritablement renouveler le paysage médiatique de la péninsule, si l'on se place au niveau de la correspondance active de Gavi, en revanche, l'utilisation du « *foglio di mare* » ne paraît rien apporter de plus, ni de neuf au gouvernement. En effet, des thèmes abordés et des événements relatés au ratio information maritime/information générale, les *Avvisi* de Livourne ressemblent à s'y méprendre aux *avvisi* contenus dans les correspondances consulaires. Il serait aussi facile qu'erroné d'interpréter cette analogie comme le simple fait que les correspondances et les médias finissent toujours par refléter la situation et les problématiques dominantes de leur lieu d'émission ou de parution dans la mesure où, par exemple, les gazettes imprimées à Gênes à l'époque continuent de tourner en grande partie le dos à la mer, sur le modèle, toujours, des *Avvisi* manuscrits de Venise publiés au siècle précédent. Les nouvellistes du xvi^e siècle ont pris les lettres d'*avvisi* envoyés ou reçus par les ambassadeurs pour modèle de leurs périodiques. Durablement, l'information publique

62. Daté du 1^{er} janvier 1666, le premier feuillet conservé est envoyé le 6 janvier par Gavi aux *Collegi. ASG*, Archivio Segreto, 2678, Lettere Consoli Toscana (Livorno).

63. Biblioteca Apostolica Vaticana, Barb. Lat., 6400, « *Avvisi quasi tutti di Livorno* », 20 juillet 1663 - 9 janvier 1664.

a imité une information d'État dominée par les faits militaires, diplomatiques, sanitaires, etc., par la vie des Princes et des Cours, par des questions politiques en somme, au sens le plus large du terme. Avec le «*foglio di mare*», on assiste à un changement de paradigme car, à Livourne, dans le courant des années 1660, l'information d'État est consulaire, et l'information consulaire est, principalement, maritime. Les nouvellistes imitent les praticiens, qui utilisent les nouvellistes, qui imitent d'autres praticiens, qui s'adaptent à la nouvelle donne médiatique... Un changement de paradigme donc, mais même logique, circulaire.

L'année 1666 apparaît à plusieurs niveaux comme un moment charnière dans l'administration génoise des nouvelles et dans le gouvernement, dans le «bon gouvernement», de l'information, et ce autant au niveau central, par lequel j'ai commencé cette étude, que plus loin, et parfois en périphérie, sur le terrain en somme, à Livourne comme à Smyrne. Quantitativement d'abord, qualitativement ensuite, institutionnellement et médiatiquement enfin, la situation n'est plus tout à fait la même une fois Durazzo rentré d'Istanbul. En 1665-1666, la conjonction de plusieurs facteurs fait que les besoins et les outils du gouvernement évoluent alors de concert sur un rythme soutenu, inédit. La guerre de Crète, le retour de correspondants officiels dans l'Empire ottoman, la banalisation du recours aux *Avvisi* publics, les intentions et l'action créatrice de certains agents, individuels dans le cas de Gavi ou institutionnels dans celui de la Junte, certaines frictions enfin, dues ici à des manques, et là à des trop pleins d'information, dynamisent le rapport des institutions génoises aux nouvelles, avec pour principal effet d'accroître le degré d'institutionnalité d'une information d'État davantage définie par son exploitation que par la nature et l'origine des données collectées ou les canaux et les intermédiaires ayant servi à les véhiculer.

«*The medium is the message*», le message c'est le médium. La formule de Marshall McLuhan, qui a ouvert la voie à une nouvelle manière de concevoir les médias et de penser l'information, est célèbre⁶⁴. *The institution is the medium, it is the message*: le message, c'est le médium, c'est l'institution, pourrait-on humblement proposer ici pour conclure ce parcours dans les archives génoises du dernier tiers du XVII^e siècle et la politique de l'information de la république.

64. Marshall McLuhan, *Understanding Media. The Extensions of Man*, New York, McGraw Hill, 1964, p. 7.